

POUR UN MONDE NOUVEAU

Manifeste des Jeunes Socialistes pour l'élection présidentielle de 2027.

LES Jeunes socialistes

Ce manifeste des Jeunes socialistes pour l'élection présidentielle est le résultat d'années de travail. Il s'inscrit dans l'histoire longue de notre mouvement politiqué, né en 1912 avec la section jeune de la SFIO. Depuis 2023, les Jeunes socialistes se sont reconstitués sur une nouvelle base, donnant une organisation à la jeunesse de gauche souhaitant s'engager pour gagner, partout sur le territoire. À chaque congrès des Jeunes socialistes, à chaque réunion de notre conseil national, nous avons fait vivre la démocratie interne de notre organisation que beaucoup nous envient. Les fédérations territoriales et les sensibilités internes aux Jeunes socialistes ont déposé des centaines de contributions qui ont été discutées, débattues, votées. Ce manifeste est le fruit de toutes ces propositions.

Les Jeunes socialistes permettent à une nouvelle génération de militants de naître et de s'organiser. Cette génération ne porte pas seulement un regard sur sa tranche d'âge, mais sur l'entièreté du monde, de la société et de l'ordre des choses. Elle érige en priorité politique des éléments parfois passés sous silence dans le débat public et par ses aînés. Son regard singulier est une richesse pour notre famille politique que nous souhaitons partager alors que le pays se prépare à connaître une élection présidentielle sans pareil. Ce manifeste a donc vocation à être présenté aux candidats socialistes à la primaire du Parti socialiste et à les engager pendant celle-ci mais, surtout, après celle-ci et pendant toute la campagne vers l'Élysée.

POUR UN MONDE NOUVEAU,
Manifeste des Jeunes socialistes pour l'élection présidentielle de 2027.
Adopté par le Conseil National des Jeunes Socialistes le 25 septembre 2026.

Merci à Maylis Quivy, secrétaire générale des Jeunes socialistes, Théophile Bernard, Alysson Mittaine-Richard, Lisa Louanchi, Elias Hlimi, les contributrices et contributeurs d'amendements, ainsi que toutes les fédérations territoriales des Jeunes socialistes qui ont nourri, coordonné amélioré, et mis en page le contenu de ce manifeste.

INTRODUCTION



Le monde ne tourne pas rond. Notre génération le voit, le sent, le vit. La société d'aujourd'hui est marquée par une détérioration générale des conditions de vie, qui se traduit par une augmentation des inégalités vécues et perçues, des discriminations toujours plus insupportables, une perte de repères et de sens. Notre génération perçoit, peut-être plus qu'aucune autre, la nécessité du changement face à l'impasse actuelle.

L'hégémonie du capitalisme et de ses mutations à travers les époques nourrissent la défiance et le sentiment de déclin. Ce modèle économique provoque plus de résignation et d'inégalités qu'il ne permet d'améliorer les conditions de vie. Son inhumanité, sa capacité à accaparer les ressources naturelles, sa brutalité et sa mise en concurrence permanente de chacune et chacun conduit au délitement de la société.

Pendant que les milliardaires s'enrichissent par le développement technologique, les placements financiers et les dividendes, les travailleuses et travailleurs restent les grands perdants de cette société. Les jeunes, catégorie d'âge la plus touchée par la pauvreté, sont exclus d'une distribution toujours plus concentrée des richesses. Alors que la société d'après-guerre avait réussi à créer des systèmes de solidarité au sein et entre les générations, les gouvernements qui se sont succédé n'ont manifesté aucune volonté de refonder ce contrat social. Notre génération, attachée à ces acquis sociaux, porte l'ambition de les élargir et de les adapter aux besoins contemporains.

Nous sortons d'un nouvel été de canicules, marqué par des sécheresses et des grands feux. Nous abordons les années qui viennent avec toujours plus d'appréhension. Notre horizon semble partir en fumée et la réponse politique à cette crise existentielle pour l'être humain n'est traitée que par des chiffres. L'explosion de la dette publique, alimentée par des réductions d'impôt pour les plus aisés et les grandes entreprises, sert de prétexte aux gouvernements afin de raboter nos services publics et de rogner sur les investissements indispensables pour préparer notre avenir.

La jeunesse a pour mission de remettre en question l'ordre des choses, et la gauche a le devoir d'en imposer un nouveau. Nous, Jeunes socialistes, fidèles à cette mission, portons ici des propositions pour de nouveaux droits, pour une amélioration des conditions matérielles d'existence, pour la redistribution et l'égalité. Nos propositions sont celles d'une rupture, des propositions issue d'un regard générationnel sur le monde qui est. Sans prétendre à l'exhaustivité, ce manifeste entend porter la voix d'une génération qui désire la rupture pour changer la vie.

Rémi Boussemart
Président des Jeunes Socialistes

SOMMAIRE

I - Pour la dignité et l'autonomie des jeunes.

II - Pour le monde du travail, contre l'oligarchie.

III - Pour protéger l'environnement et notre habitat.

IV - Pour le droit à l'éducation, à la formation et à la réussite.

V - Pour le droit à la santé et à l'alimentation.

VI - Pour l'égalité, contre toutes les discriminations.

VII - Pour une nouvelle démocratie.

VIII - Pour une société qui réhabilite et accueille.

IX - Pour le droit à la fête et à la culture.

X - Pour un monde paix.

POUR LA DIGNITÉ ET L'AUTONOMIE DES JEUNES.

Instaurer un revenu jeune :

Les 18-29 ans sont les Français les plus touchés par la pauvreté. Près de la moitié des personnes pauvres en France ont moins de 30 ans. Le quotidien des jeunes est profondément marqué par leur origine sociale et par une grande précarité. Nous défendons le droit de chaque jeune à commencer sa vie comme il l'entend, à accéder à l'autonomie. Inspiré du modèle nordique, ce revenu jeune sera versé à l'ensemble des jeunes de 18 à 25 ans, indépendamment du revenu de leurs parents dès lors qu'ils ne font plus partie du même foyer fiscal, et dégressif en fonction de ses revenus, afin de lui permettre d'accéder à l'indépendance financière, et d'étudier ou de commencer sa vie professionnelle dans des conditions dignes.

Généraliser l'encadrement des loyers :

Le logement représente en moyenne 50% du budget mensuel des jeunes et des étudiants en France, et jusqu'à plus de 80 % pour les situations les plus précaires. Pour dégager du pouvoir de vivre chez les jeunes, c'est le premier poste de dépense sur lequel agir. L'encadrement des loyers, déjà en vigueur dans quelques dizaines de collectivités et impulsé par les socialistes, permet de préserver les jeunes et les plus précaires de l'inflation des loyers. Il réfrène l'accumulation par de grands propriétaires. Nous proposons d'en généraliser le principe à l'ensemble du pays tout en l'adaptant aux réalités différenciées de chaque ville.

Créer un capital locatif garanti pour les jeunes et les locataires :

Pour les jeunes et les étudiants, le logement absorbe la majorité du budget mensuel sans jamais leur permettre d'investir dans leur avenir. Alors que les loyers versés sont aujourd'hui un coût à fonds perdus qui alimente les inégalités de patrimoine, nous proposons de transformer une partie de chaque loyer en un apport personnel garanti. En mobilisant un prélèvement sur le loyer brut — compensé pour le propriétaire par des incitations fiscales — et en y adossant un abondement de l'État, ce dispositif permet à chaque locataire de se constituer un capital de départ au fil des baux. Ce capital serait reçu dès lors que le bail est rompu entre le propriétaire et le locataire. Réinvestie dans des fonds sécurisés et d'avenir, cette épargne locative offre aux jeunes la possibilité de bâtir leur premier patrimoine et de financer leur parcours d'émancipation.

Créer une foncière publique agricole :

Exploités par un modèle productiviste dont les limites sont désormais criantes, les jeunes agriculteurs sont exposés à des difficultés particulières. Nous proposons la création d'une foncière publique agricole afin de financer le rachat d'exploitations sur la base du volontariat et d'y employer ou installer de jeunes agriculteurs, à titre individuel ou collectif, par un bail de long terme ou une location-accession, pour leur permettre de s'installer sans s'endetter et dans de meilleures conditions de travail. En contrepartie, les jeunes agriculteurs qui bénéficieront de ce mécanisme devront s'engager à exploiter une part non négligeable de leur exploitation en agriculture biologique.

Réquisitionner les logements vacants :

Face à la crise de l'offre de logement qui a des conséquences directes sur les jeunes et les étudiants, le maintien de centaines de milliers de logements vides dans nos métropoles est une injustice intolérable. Alors que des milliers de personnes peinent à se loger ou s'endettent pour payer leur loyer, la spéculation immobilière laisse des mètres carrés inoccupés à des fins de rentabilité financière. Nous proposons de faire appliquer fermement le droit de réquisition et d'accroître le montant des taxes sur les logements vacants pour remettre immédiatement ces logements vacants sur le marché locatif accessible. Nous garantissons un toit à chaque jeune, luttons contre la vacance spéculative et réaffirmons la primauté du droit au logement sur la propriété.

Encadrer fortement les meublés touristiques :

Dans de nombreux territoires, les locations touristiques, type Airbnb, rendent difficile l'accès à la location de longue durée pour les habitants et habitantes. Nous assistons à une prolifération de ces locations courte-durée, souvent détenues par des multipropriétaires. Pour lutter contre ces locations touristiques qui empêchent l'installation de vrais habitants de manière durable, nous proposons d'instaurer des quotas de locations touristiques et d'imposer aux propriétaires la mise sur le marché d'un bien en location longue durée pour tout nouvel Airbnb.

Garantir universellement les loyers :

L'exigence de garants physiques ou de conditions de ressources disproportionnées exclut de nombreux jeunes, étudiants et travailleurs précaires du parc locatif. Pour lever ce verrou, nous proposons d'instaurer une Garantie Universelle des Loyers (GUL), publique et gratuite. En couvrant les propriétaires contre les impayés, elle sécurise les bailleurs tout en mettant fin au système du cautionnement privé et au filtrage social à l'entrée. C'est un instrument d'égalité des chances qui fluidifie le marché locatif, protège les jeunes face aux aléas de la vie et consacre le droit au logement pour toutes et tous.

Instaurer la gratuité du permis de conduire et des trains régionaux :

Près d'un tiers des jeunes de 18 à 24 ans renoncent régulièrement à des services du quotidien faute de transport. Nécessaires pour étudier, travailler ou se divertir, les déplacements représentent un coût important. Les jeunes précaires et habitant en banlieue ou à la campagne sont particulièrement exposés à cette inégalité. Nous proposons la gratuité du permis de conduire, des transports en commun de ville, des bus et des trains régionaux pour abattre la barrière entre les territoires.

D'enfant de l'ASE à adulte autonome :

Aujourd'hui un quart des sans-abris sont passés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et si depuis 2021 la prise en charge des jeunes majeurs de moins de 21 ans est obligatoire, les moyens ne suivent pas et l'institution se révèle défaillante. Nous défendons la mise en place obligatoire d'un parcours d'autonomisation, avec entretiens réguliers, jusqu'à 25 ans, accompagné d'un droit au retour au foyer en cas d'échec du premier projet professionnel.



POUR LE MONDE DU TRAVAIL, CONTRE L'OLIGARCHIE.

Partager le patrimoine :

Notre société est minée par la perpétuation et l'aggravation des inégalités, la richesse des individus étant désormais davantage issue de l'héritage que des revenus du travail. Le patrimoine est toujours plus concentré dans les mains de quelques-uns, tandis que 85% des héritages sont inférieurs à 100 000 euros et qu'un tiers des ménages n'hérite de rien. Alors que le vieillissement démographique conduira à une hausse des transmissions au cours des prochaines décennies, il est urgent d'accroître la fiscalité des successions et donations des plus aisés. Nous proposons une taxation pour les successions à partir de 100 000 euros, progressive jusqu'à 75%, ce qui n'aura d'impact que sur les très grands patrimoines.

Un changement de modèle d'entreprise : la coopérative

Aujourd'hui, le capitalisme a fait des êtres humains la variable d'ajustement du système. Le capital dicte aux travailleurs la manière dont ils doivent travailler. L'aliénation par le capital est totale et nous défendons la libération des travailleurs de cet asservissement. Nous devons inverser le rapport de force entre capital et travail. Nous défendons une forme d'entreprise détenue par ses salariés, qui permet une gouvernance démocratique et un meilleur partage de la valeur. Nous proposons de faciliter la reprise d'entreprises par leurs salariés sous forme de SCOP ou de SCIC, grâce à un droit de préférence et à un fonds public d'amorçage, de conditionner les soutiens publics aux acteurs économiques à une gouvernance démocratique effective et à l'encadrement des écarts de rémunération et de renforcer la place des salariés dans les instances de décision de toutes les entreprises.

Libérer du temps de vie en réduisant le temps de travail :

La crise du sens au travail révèle une aspiration profonde : vivre mieux. Nous produisons toujours plus au détriment de la planète. Travailler moins, c'est se donner du temps pour soi, pour ses proches, pour les loisirs et pour des activités qui renforcent le lien social au service de l'intérêt général. La réduction du temps de travail est un levier pour réduire les inégalités, notamment entre femmes et hommes, en permettant à chacun de concilier parentalité et vie professionnelle. Nous proposons les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire, comme une réponse nécessaire à cette urgence sociale et écologique, organisées selon le souhait des salariés. Nous refusons la réforme des retraites Borne-Macron et exigeons son abrogation ainsi qu'une annulation partielle des réformes de 2010 et 2014 pour contrer l'augmentation continuelle de la durée de cotisation, tout en conservant et développant la prise en compte des critères de pénibilités et des parcours de vie. Nous refuserons toute réforme des retraites qui vise à faire travailler les Français, et en particulier les classes populaires, plus longtemps.

Une révolution fiscale pour la justice sociale :

L'imposition en France est injuste. La charge fiscale repose largement sur les classes moyennes, les petites et moyennes entreprises. Ce que les très riches et les grandes sociétés ne paient pas, ce sont tous les autres qui le paient. Nous rendrons l'impôt sur le revenu et la CSG pleinement progressifs et créerons une tranche marginale de l'impôt sur le revenu à 75 % pour mettre à contribution les plus hauts revenus. Nous abrogerons la flat tax afin de taxer les revenus du capital au moins au même niveau que ceux du travail, tout en instaurant les deux taxes proposées par l'économiste Gabriel Zucman sur la fortune des milliardaires et sur les multinationales pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale. Enfin, pour redonner immédiatement du pouvoir d'achat aux ménages, nous instaurerons une TVA juste socialement, abaissée à 0 % sur l'ensemble des produits de première nécessité.

Augmenter et protéger les salaires :
Le SMIC devra être rehaussé à 1 700 euros net et le point d'indice de la fonction publique devra être augmenté d'au moins 10%. Nous proposons d'instaurer une indexation sur le niveau de l'inflation pour tous les salaires et les traitements en dessous de 1,5 fois SMIC (2800 € bruts mensuels, soit 70 % des Français). Dans la même logique, seules les pensions inférieures à ce seuil seront désormais indexées sur l'inflation (soit 90 % des retraités). Les entreprises qui disposent de marges importantes mais privilégient la rémunération du capital doivent voir leur partage de la valeur ajoutée réorientée. Nous défendons ainsi un mécanisme de « dividende salarié » sous forme d'intéressement et de participation obligatoire en faveur des salariés pour les entreprises distribuant des dividendes à leurs actionnaires. L'objectif est de mieux répartir la richesse créée et faire en sorte que les travailleurs bénéficient directement des performances auxquelles ils contribuent.

La garantie d'emploi comme droit fondamental :
Le préambule de la Constitution de 1946 affirme que « chacun a le devoir de travailler et le droit à un emploi ». Pourtant, cela fait 50 ans que les Français subissent des licenciements massifs et la précarisation de l'emploi, sans que la politique économique ne parvienne à les protéger. Le capitalisme néolibéral, en prônant l'idée d'un taux de chômage naturel, considère la privation d'emploi comme inévitable, sans mesurer ses conséquences sociales et la fragilisation du lien social. Chaque jour, des plans de licenciement assombrissent la vie de dizaines de milliers de famille. Une catastrophe sociale causée par des groupes dopés aux aides publiques sans résultat probant, si ce n'est détenir le triste record européen de distribution de dividendes. Nous croyons en la force intégratrice du travail. L'État, employeur en dernier ressort, peut créer des emplois décents dans des secteurs au rendement limité mais à forte valeur sociale ou écologique ajoutée. Nous proposons l'instauration d'une garantie d'emploi sur le modèle de la généralisation de l'expérimentation Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée, qui permet de lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

Conditionner les subventions publiques aux entreprises :
Nous proposons de conditionner les aides publiques accordées aux entreprises à des engagements précis et vérifiables en matière d'emploi, d'investissement, de formation et de maintien de l'activité sur le territoire. Une entreprise qui délocalise une activité ayant bénéficié d'un soutien public ou ne respectant pas les engagements associés à l'aide devra rembourser tout ou partie des sommes reçues.

Protéger les travailleurs contre l'ubérisation :
Sous couvert d'autonomie et de liberté, le développement des plateformes a fait renaître des formes de travail à la tâche, ingrat, voire dégradant eu égard à la façon dont les clients accueillent ces travailleurs, qui signe le retour au XIXe siècle. Entre 2008 et 2022, le nombre de non-salariés a ainsi bondi de 72%, soit 1,5 million de personnes en plus. Cette ubérisation prive de nombreux jeunes travailleurs des protections élémentaires du salariat. Lorsque l'organisation du travail, la dépendance économique et le lien de subordination sont établis, le statut de salarié doit s'appliquer pleinement pour que les travailleurs puissent jouir de leurs droits sociaux attachés au salariat : assurance chômage, retraite, congés payés, représentation collective et protection contre les licenciements abusifs.

Lutter contre la société de consommation :
Nous sommes depuis notre naissance baignés dans une société de consommation qui est devenue si ordinaire qu'on ne prend plus le temps de l'analyser et la critiquer. Or une partie du désastre écologique contemporain vient de celle-là. Nous proposons de lutter contre l'hyperconsommation en ciblant en priorité la fast fashion et l'obsolescence programmée. Les marques renouvelant excessivement leurs collections devront être davantage pénalisées, avec des malus renforcés et croissants, jusqu'à pouvoir interdire les modèles les plus extrêmes de mode ultra-éphémère. Pour allonger la durée de vie des biens, nous porterons de deux à cinq ans la garantie des gros équipements et développerons sur l'ensemble du territoire des ateliers de réparation, de reconditionnement et de recyclage.

Un revenu agricole garanti :
Nous souhaitons instaurer un revenu agricole garanti pour les agriculteurs, afin d'assurer à chacun un niveau de vie digne, de sécuriser l'activité face aux fluctuations des prix et des rendements, et de permettre la transition vers des pratiques écologiquement soutenables. Ce ne serait plus la rentabilité à court terme qui guiderait l'agriculture française, mais la recherche de la qualité et de la soutenabilité à long terme des exploitations.

POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET NOTRE HABITAT.

Rénover thermiquement les logements :

Alors que la précarité énergétique touche massivement les jeunes et les ménages modestes, les « passoires thermiques » pèsent lourdement sur leur pouvoir d'achat tout en alimentant la crise climatique. Nous proposons d'accompagner massivement les propriétaires bailleurs par des aides publiques pour financer les travaux de rénovation énergétique de leurs biens, sans reste à charge. Nous défendons également l'interdiction de mise en location des logements dont le DPE est trop faible, prévue dans la loi. C'est une mesure d'urgence écologique et sociale qui protège le budget des locataires face aux factures d'énergie, qui crée des emplois non-délocalisables et contraint les bailleurs à agir pour le climat. Le propriétaire devra s'engager, en contrepartie des aides reçues à ne pas mettre son logement sur des plateformes de location courte durée type AirBNB.

Renationaliser les autoroutes :

La privatisation des autoroutes par la droite et la hausse continue des tarifs des péages permettent à quelques sociétés concessionnaires de percevoir des dizaines de milliards d'euros de dividendes chaque année. Nous proposons le retour à une gestion des autoroutes par l'Etat en régie directe afin d'encadrer les péages et réinvestir les bénéfices dans la protection de l'environnement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une taxe sur les SUV sera mise en place pour financer les futurs investissements en matière ferroviaire.

Sortir de la dépendance aux énergies fossiles :

La dépendance de nos sociétés aux énergies fossiles constitue une vulnérabilité économique, sociale et structurelle, notamment car le pic de production mondial de pétrole fut dépassé en 2005. Plus particulièrement, la dépendance française aux importations de pétrole nous expose notamment aux fluctuations des prix de l'énergie et aux aléas géopolitiques internationaux. Nous voulons protéger durablement les ménages de cette dépendance en accélérant l'électrification des transports individuels. Nous proposons ainsi de renforcer progressivement mais massivement le leasing social afin de passer de 50 000 véhicules électriques proposés aux ménages modestes chaque année à terme à 250 000 véhicules par an. Cette montée en puissance devra s'accompagner d'un développement massif des infrastructures de recharge et permettre la création d'une filière automobile européenne et française de voitures électriques abordables.

Consacrer l'eau comme un bien commun par une tarification progressive :

L'eau doit être protégée des logiques marchandes et rester accessible à toutes et tous, sans distinction de ressources. Or, le réseau vieillissant entraîne la perte de près de 20% de l'eau potable avant qu'elle parvienne au robinet. Pour concilier justice sociale et urgence écologique, nous proposons d'instaurer une tarification progressive de l'eau sur l'ensemble du territoire. Les premiers mètres cubes, indispensables aux besoins vitaux de la vie quotidienne, seront garantis à un coût symbolique, voire gratuits pour les ménages les plus précaires. À l'inverse, les consommations excessives et somptuaires seront surtaxées pour réprimer le gaspillage et financer la rénovation du réseau de distribution. C'est un levier d'équité qui garantit le droit d'accès à l'eau pour les jeunes et les familles tout en responsabilisant face aux enjeux climatiques.

Planifier la fermeture des élevages intensifs :

Les élevages intensifs illustrent tout particulièrement les limites sociales et environnementales de l'agriculture productiviste, responsable de 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La surmortalité record des animaux pendant les vagues de canicule a rappelé l'urgence de la bifurcation.

Nous proposons de planifier sur dix ans la fermeture des élevages intensifs, assortie d'un accompagnement des gérants et des travailleurs impactés vers des filières et des modes d'exploitation respectueux de la santé, de l'environnement et des animaux. Cette planification sera construite avec les éleveurs, sur la base de critères clairs. La reconversion sera accompagnée par le rachat de dettes, la formation, des prêts à taux zéro, l'accès au foncier et la sécurisation des revenus.

Inscrire dans la Constitution l'objectif de préservation d'un environnement sain et durable et le droit de chaque habitant à un accès équitable aux ressources :

Alors que les premiers effets du bouleversement climatique se font ressentir, la bifurcation écologique doit guider l'action publique dans son ensemble. La protection juridique conférée aux espaces naturels doit être confortée pour les protéger de toute dégradation et assurer leur préservation. Nous proposons d'inscrire dans la Constitution la préservation d'un environnement sain et durable, garantissant à chaque habitant un accès équitable aux ressources, comme c'est le cas dans la constitution équatorienne depuis 2008.

Accroître les investissements dans la recherche pour le climat :

Face à l'ampleur du défi climatique, nous souhaitons que notre politique énergétique ait pour priorité la sortie des énergies fossiles et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Chaque solution décarbonée doit pouvoir contribuer à notre transition énergétique lorsqu'elle répond aux exigences de sûreté, de coût, de disponibilité et d'impact environnemental. Nous proposons d'accroître les investissements publics dans la recherche et le déploiement des technologies permettant d'améliorer la flexibilité de notre système électrique, notamment les solutions de stockage de l'énergie, afin de faciliter l'intégration des énergies renouvelables et de renforcer la résilience du réseau électrique. La recherche en matière d'adaptation au changement climatique, en particulier sur les solutions fondées sur la nature, devra être une priorité des politiques publiques.

Mieux financer la recherche des petites et moyennes entreprises :

Nous souhaitons réformer le Crédit d'impôt recherche (CIR), afin de garantir aux entreprises et aux chercheurs un cadre stable permettant d'investir dans la recherche, de développer de nouveaux procédés et de renforcer la capacité d'innovation de notre économie. Cette réforme profonde doit renforcer des mécanismes de contrôle afin de garantir que chaque euro de dépense fiscale corresponde effectivement à une activité de recherche et développement. Alors que les grands groupes disposant déjà de leviers d'investissement captent la majeure partie du CIR, il devra être réorienter vers les petites et moyennes entreprises qui innovent et ne disposent pas des leviers de financement nécessaires.

Un nouveau pacte avec les mondes agricoles :

Nous proposons un nouveau pacte entre la Nation et ses paysans, qui rémunère à la fois ce qu'ils produisent et ce qu'ils protègent. Des prix minimums garantis, fondés sur les coûts de production réels, et l'encadrement des marges de l'agro-industrie et de la grande distribution assureront un revenu juste ; la sécurité sociale de l'alimentation offrira aux productions locales des débouchés stables. Les services rendus à la nature seront rémunérés, l'autonomie des fermes face aux intrants coûteux accompagnée, et les aides de la PAC réorientées vers l'emploi plutôt que vers la surface. Pour ouvrir ce modèle au plus grand nombre, une grande loi foncière rendra effectif le contrôle des structures et protégera les terres des fonds prédateurs, un dispositif public de portage des prêts permettra de s'installer sans s'endetter pour des décennies, et l'agriculture de groupe sera encouragée pour mutualiser terres, matériel et travail. La formation agricole, dont les moyens seront triplés, s'ouvrira aux salariés et aux nouveaux venus qui veulent reprendre une ferme.

POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION, À LA FORMATION ET À LA RÉUSSITE.

En finir avec l'école à deux vitesses :

L'école française perpétue les inégalités qu'elle est censée résorber. Selon son établissement d'étude, les chances de réussite d'un jeune ne sont pas les mêmes. L'évitement scolaire est plus massif que jamais : la part des élèves de CP scolarisés dans le privé est passée de 23% en 2016 à 28% en 2024. L'écart se creuse entre les établissements publics de secteur et les établissements privés qui concentrent les enfants des familles favorisées. Que la majorité des financements des établissements privés soit constituée de fonds publics sans que l'Etat ne puisse contrôler l'usage qu'ils en font n'est pas acceptable. Nous proposons de conditionner les financements de l'école privée au respect des obligations de mixité sociale et d'inclusion, d'intégrer le privé à la carte scolaire et de supprimer les établissements hors contrat. Les établissements dispensant l'apprentissage d'une langue régionale feront l'objet d'un aménagement spécifique. À terme, les établissements privés seront intégrés au sein d'un service public universel de l'Éducation nationale.

Rémunérer dignement les stages, alternants et mineurs :

Essentiel au cursus universitaire, le stage est pourtant trop souvent inaccessible à des étudiants contraints de travailler pendant les vacances scolaires pour subvenir à leurs besoins. Les gratifications sont facultatives pour les stages courts et, même lorsqu'elles existent, leur faible montant ne permet pas de couvrir le coût de la vie. Un stage représente du temps travaillé et doit être compté comme tel. Nous proposons que le stage soit payé dès le premier jour, de revaloriser le montant des gratifications selon le niveau d'étude, et d'intégrer les stages dans la comptabilisation des droits à la retraite. Instaurer le SMIC au taux normal pour les salariés mineurs et les alternants.

Abroger la sélection à l'entrée des études :

L'instauration d'un tri généralisé à l'entrée comme au cours du cursus universitaire menace directement la promesse républicaine de l'accès à la connaissance : chaque année, plus de 80 000 bacheliers restent sans affectation à l'issue de la phase principale de Parcoursup, tandis que la plateforme MonMaster laisse près de 30% des diplômés de licence au bord du chemin. En érigeant l'algorithme et la compétition au rang de modes de régulation, la sélection à l'université transforme un droit républicain en un marché d'affectation arbitraire reproduisant les ségrégations sociales. Nous proposons la suppression des plateformes ParcourSup et MonMaster au profit d'un droit effectif à la poursuite d'études. Abolir cette sélection exige de rouvrir un accès libre et universel de la licence au master, soutenu par un plan massif de création de places, de postes d'enseignants-chercheurs et de moyens financiers garantissant la réussite de toutes et tous au sein d'une université démocratisée.

Un financement équitable des universités :

Nous proposons de remplacer les dotations historiques et peu lisibles par un financement fondé sur des critères publics et transparents : nombre d'étudiants, coût réel des formations, charges structurelles des établissements et projets temporaires. Les universités placées dans des situations comparables devront bénéficier de moyens comparables, tandis que les missions permanentes seront financées par des crédits pérennes plutôt que par des appels à projets répétés.

Rétablir une université ouverte et gratuite pour toutes et tous :

Instauré en 2018, le plan « Bienvenue en France » a instauré des frais d'inscription différenciés pour les étudiants extracommunautaires, jusqu'à seize fois supérieurs à ceux payés par les étudiants français et européens.

Présentée comme un outil d'attractivité, cette réforme a en réalité dressé une barrière financière supplémentaire à l'entrée de l'université, aggravant la précarité déjà subie par ces étudiants. Nous proposons l'abrogation pure et simple du plan « Bienvenue en France » et le retour à des droits d'inscription identiques pour tous les étudiants, quelle que soit leur nationalité, ainsi qu'un accès plein et entier des étudiants étrangers aux bourses sur critères sociaux et aux dispositifs de soutien à la vie étudiante.

Revaloriser le métier d'enseignant et réinvestir dans l'école publique :

Des années de sous-investissement et de perte de sens ont fragilisé la communauté éducative. Pour garantir une éducation de qualité à chaque élève, nous proposons d'engager un plan massif de recrutement d'enseignants, de revaloriser significativement leurs rémunérations dès le début de carrière et d'assurer une formation initiale et continue ambitieuse, à la hauteur des défis pédagogiques actuels. Redonner de l'attractivité au métier d'enseignant et du respect à celles et ceux qui l'exercent, c'est investir directement dans la réussite de toute une génération.

En finir avec la précarité scientifique :

Nos doctorants sont souvent placés dans des situations de précarité : faible rémunération, rythme effréné, manque de visibilité sur le renouvellement de leurs contrats... Pour leur assurer les conditions adéquates à leurs recherches, qui nourrissent la pensée et les connaissances du pays, nous proposons de garantir un financement digne du doctorat, rompre avec la précarité imposée par le système universitaire et reconnaître les doctorats plus long, la moyenne étant largement supérieure aux 3 ans de subventions accordées par l'Etat. Dans un cadre de fuite de nos chercheurs, il est grand temps de les reconnaître à leur juste valeur, et cela commence dès la formation.

Reconnaître et revaloriser les filières technologiques et professionnelles :

Trop longtemps considérées à tort comme des voies de relégation, les filières technologiques et professionnelles sont pourtant des tremplins vers des métiers d'avenir, essentiels aux transitions écologique et industrielle. Nous proposons une revalorisation profonde de ces parcours dès le collège grâce à une orientation choisie et non subie, fondée sur la découverte concrète des métiers et le développement des compétences. Les budgets alloués aux filières technologiques et professionnelles doivent être sensiblement rehaussés. En renforçant le financement public de ces filières et les passerelles vers le supérieur, nous voulons offrir à chaque jeune issu de ces filières la reconnaissance qu'il mérite et des perspectives d'insertion professionnelle choisies.

Garantir l'égalité des chances par un véritable service public de l'orientation :

Aujourd'hui, l'orientation scolaire reste trop souvent le reflet des inégalités sociales et territoriales, laissant de nombreux élèves isolés face aux méandres des choix d'avenir. Nous proposons de créer un véritable service public de l'orientation, gratuit et accessible à toutes et tous sur l'ensemble du territoire national. En dotant ce service d'un personnel formé et dédié, présent dès le collège et tout au long de la scolarité, nous permettrons à chaque jeune de construire son projet personnel et professionnel en fonction de ses aspirations, libéré du poids des déterminismes sociaux et des algorithmes d'affectation.

Transformer Erasmus lycéen :

Les séjours linguistiques à l'étranger demeurent un privilège réservé à quelques-uns. Le programme Erasmus, n'est en pratique accessible qu'aux jeunes ayant le capital culturel et économique pour. Nous proposons la massification des Erasmus lycéens pour permettre aux jeunes lycéens d'étudier pendant un trimestre à l'étranger, de renforcer leurs compétences linguistiques et de découvrir la richesse des échanges culturels. Pour que ce dispositif ne soit pas uniquement capté par les enfants des classes les plus favorisées financièrement ou intellectuellement, il disposera d'un important accompagnement, en ciblant notamment les lycées professionnels, les établissements dans des quartiers populaires ou encore les territoires loins des frontières.

POUR LE DROIT À LA SANTÉ ET À L'ALIMENTATION.

Mettre en place une sécurité sociale de l'alimentation :

Alors que le recours à l'aide alimentaire a triplé entre 2012 et 2022, l'accès à une alimentation de qualité est en passe de devenir un luxe inaccessible pour la plupart d'entre nous. Les produits chargés en additifs, en sel, en sucre, ou en produits divers et variés, affectent notre santé et menacent toutes les générations. Puisque la nourriture n'est pas une marchandise comme les autres, nous proposons la création d'une sécurité sociale de l'alimentation. Financée par les taxes sur les produits transformés et des cotisations à hauteur du niveau de revenu de chacun, elle permettrait à ses bénéficiaires de s'approvisionner en produits sains et locaux dans des magasins conventionnés, au sein d'un système géré par les citoyens.

Permettre l'accès de tous aux soins, à l'école et sur l'ensemble du territoire :

Avec près de 90% du territoire classé en situation de fragilité médicale, l'effectivité du droit à la santé est loin d'être garantie. Cette difficulté d'accès aux soins touche fortement cette jeunesse aux budgets serrés qui n'a pas les moyens d'investir dans sa santé. Le retard dans l'accès aux soins complique les prises en charge et aggrave les pathologies. Nous proposons de réguler l'installation des médecins libéraux, comme c'est aujourd'hui le cas pour les infirmiers et pharmaciens. Formés par l'université publique et financés par la collectivité, les futurs médecins doivent devenir de vrais acteurs du service public de santé. Nous proposons d'intégrer les étudiants en médecine dans la fonction publique dès leurs études : en échange du financement intégral de leur cursus et d'une rémunération juste durant leur formation, les jeunes médecins s'engageront à servir l'État pendant dix ans, selon une affectation territoriale répondant aux besoins de santé des territoires les plus sous-dotés.

Créer une mutuelle gérée par la Sécurité sociale pour rembourser à 100 % et supprimer les inégalités d'accès aux soins :

Alors que les mutuelles et complémentaires santé pèsent de plus en plus lourd sur le budget des ménages et créent une santé à deux vitesses, nous proposons de créer une mutuelle gérée directement par la Sécurité sociale, qui pourra conduire à terme à fusionner la Sécurité sociale et les complémentaires au sein d'une « Grande Sécu ». En confiant l'intégralité de la prise en charge des soins à un pôle public unique, nous réaliserons des milliards d'euros d'économies sur les frais de gestion et le marketing des mutuelles. Ces sommes économisées permettront d'assurer un remboursement à 100 % des soins prescrits pour toutes et tous, supprimant les restes à charge et garantissant une couverture santé véritablement universelle et solidaire.

Créer un établissement public du médicament pour garantir la souveraineté sanitaire :

Les pénuries récurrentes de médicaments essentiels et le chantage aux prix exercé par les grands laboratoires pharmaceutiques mettent directement en danger la santé des Françaises et des Français. Les médicaments ne sont pas des marchandises comme les autres : pour sortir de cette dépendance mortifère à l'égard du marché, nous proposons de créer un établissement public de production et de distribution des médicaments. Doté de capacités industrielles propres, cet outil public permettra de fabriquer les traitements fondamentaux sur le sol national, d'imposer des prix justes et de mettre un terme définitif au diktat des multinationales de la santé en faisant du médicament un bien commun.

Agir pour le bien-être mental de toutes et tous :

Avec plus d'un jeune sur deux déclarant des symptômes anxieux ou dépressifs et des délais de prise en charge qui dépassent fréquemment six mois dans les centres médico-

psychologiques, la détresse psychologique des jeunes est devenue une urgence sociale majeure. Cette crise frappe de plein fouet une jeunesse précarisée qui n'a pas les moyens de financer des consultations privées non remboursées ni d'attendre l'aggravation de sa santé mentale pour être prise en charge. Face à la dégradation de la santé mentale des jeunes, nous proposons de systématiser la présence d'infirmières et de psychologues dans les établissements scolaires. Nous proposons d'intégrer pleinement la santé psychique au régime général de la Sécurité sociale en remboursant intégralement les consultations de psychologues praticiens sans condition de parcours de soins.

Démocratiser l'industrie agroalimentaire pour reprendre le contrôle de notre alimentation :

L'enchaînement des scandales sanitaires et l'explosion des prix alimentaires ont révélé la dérive de géants de l'agroalimentaire qui privilégient les profits au détriment de la santé publique et du pouvoir d'achat. Nous proposons d'imposer l'entrée obligatoire des représentants des consommateurs ainsi qu'un renforcement de la présence des salariés au sein des conseils d'administration des grands groupes de l'alimentation. En instaurant une réelle transparence et un droit de regard citoyen au cœur des décisions stratégiques, nous remettrons la qualité, la sécurité sanitaire et la juste rémunération des producteurs au centre du modèle agroalimentaire.



Photo de Christian Mackiesur Unsplash

POUR L'ÉGALITÉ, CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS.

Créer un récépissé délivré lors des contrôles d'identité :

Le Défenseur des droits alerte régulièrement sur l'existence de contrôles d'identité au faciès, qui dégradent profondément la confiance des populations concernées vis-à-vis des forces de l'ordre. Ces contrôles discriminatoires touchent une population, et en particulier une jeunesse, qui se sent reléguée vers la délinquance alors qu'elle est innocente. Nous proposons la délivrance d'un récépissé aux personnes faisant l'objet de contrôles afin d'objectiver ces discriminations et de mettre fin au racisme systémique au sein des forces de l'ordre.

Doter le Défenseur des droits d'un véritable pouvoir d'injonction :

Face à la persistance du racisme, de l'antisémitisme, de l'islamophobie, des LGBTQIA+phobies et des discriminations systémiques dans notre société, les constats et les simples recommandations ne suffisent plus. Pour protéger efficacement les citoyens et faire respecter le principe d'égalité républicaine, nous proposons d'accorder au Défenseur des droits un réel pouvoir d'injonction à l'égard des pouvoirs publics et des institutions. Il pourra également, de son propre chef, engager des actions en justice à l'égard des pouvoirs publics et des institutions. Désormais, les décisions rendues par cette autorité indépendante pour faire cesser une pratique discriminatoire s'imposeront juridiquement aux administrations. C'est une condition indispensable pour redonner de la force au droit, lutter concrètement contre le contrôle au faciès et garantir l'égalité de traitement pour toutes et tous.

Renforcer l'application du programme EVARS :

Le programme EVARS doit être mieux appliqué et davantage inclusif, notamment envers les personnes LGBTQIA+. Nous proposons de créer un réseau de personnels qualifiés chargé d'assurer les trois séances obligatoires et de coordonner établissements, associations et intervenants. Une instance pluraliste réunie chaque trimestre évaluerait les contenus, contrôlerait les interventions et proposerait leur amélioration.

Une société accessible à toutes et tous :

En France, 12 millions de Français sont en situation de handicap et on compte 11 millions d'aidants. Une meilleure inclusion commence dès l'enfance avec l'accès à l'éducation. Il est nécessaire de mieux former les enseignants, valoriser et reconnaître le travail des AESH. La reconnaissance des aidants doit se faire avec la création de nouveaux droits du travail facilitant l'aménagement du temps d'activité, ainsi qu'une meilleure effectivité du droit au repos. Dans la vie quotidienne, il faut continuer de permettre l'accessibilité physique dans les logements, dans les services publics et les établissements recevant du public.

Instaurer un congé menstruel généralisé et la gratuité des protections :

En France, quinze millions de personnes sont menstruées et plusieurs millions souffrent d'endométriose. Comme l'a récemment fait l'Espagne, nous proposons la généralisation d'un congé menstruel en cas de menstruations douloureuses, avec une prise en charge intégrale par la Sécurité sociale. Par ailleurs, alors que l'achat de protections représente, pour les personnes concernées, un budget mensuel allant jusqu'à 50 euros, nous proposons la distribution gratuite de protections et l'instauration d'un taux de TVA à 0% sur ces produits.

Instaurer un congé parental automatique et égalitaire :

L'arrivée d'un enfant ne doit plus être un facteur d'inégalités professionnelles ou d'impartition déséquilibrée des tâches au sein du foyer. Pour briser le plafond de verre qui pèse encore majoritairement sur les femmes et encourager une co-parentalité pleinement assumée, nous proposons d'instaurer un congé parental automatique, rémunéré à un niveau digne et d'une durée strictement égale entre les deux parents. C'est une avancée majeure pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, garantissant dès les premiers mois de l'enfant une implication égale des parents et une meilleure protection des parcours professionnels.

Faire advenir l’égalité salariale :
Alors que les femme gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes et que la société fait trop souvent porter sur elles la charge de la gestion de la famille, nous appelons à une révolution féministe dans le salariat. Nous proposons la transposition et le large dépassement de la directive européenne sur la transparence salariale, la sanction importante des entreprises participant des inégalités hommes-femmes, un plan de lutte contre le temps partiel subi et la revalorisation des métiers à prédominance féminine. Pour que dans toute la société, femmes et hommes soient sur un pied d'égalité.

Améliorer la vie des personnes LGBTQIA+ :
Les mutilations pratiquées sur les personnes intersexes sans nécessité médicale et sans leur consentement devront être interdites. La non-binarité devra être reconnue à l’état civil. Nous défendons la prise en charge intégrale des frais médicaux liés aux parcours de transition. Enfin, le changement de la mention du sexe à l’état civil pourra être effecté par simple déclaration en mairie.

Doter le Défenseur des droits d’un véritable pouvoir d’injonction :
Face à la persistance du racisme, de l’antisémitisme, de l’islamophobie, des LGBTQIA+phobies et des discriminations systémiques dans notre société, les constats et les simples recommandations ne suffisent plus. Pour protéger efficacement les citoyens et faire respecter le principe d'égalité républicaine, nous proposons d'accorder au Défenseur des droits un réel pouvoir d'injonction à l'égard des pouvoirs publics et des institutions. Il pourra également, de son propre chef, engager des actions en justice à l’égard des pouvoirs publics et des institutions. Désormais, les décisions rendues par cette autorité indépendante pour faire cesser une pratique discriminatoire s'imposeront juridiquement aux administrations. C'est une condition indispensable pour redonner de la force au droit, lutter concrètement contre le contrôle au faciès et garantir l'égalité de traitement pour toutes et tous.

Automatiser le versement des aides sociales pour éliminer le non-recours :
L'accès effectif aux droits est un pilier fondamental de la justice sociale, mais la complexité administrative prive aujourd'hui des millions de citoyens d'aides dont ils ont pourtant besoin. Pour éliminer définitivement le non-recours, nous proposons d'automatiser entièrement le versement du RSA et des prestations sociales fondamentales grâce à l'interconnexion des services publics. En versant automatiquement ces aides à la source, nous garantissons que chaque personne perçoive l'ensemble des droits auxquels elle a prétention, sans blocage bureaucratique ni stigmatisation, pour faire reculer durablement la pauvreté.



Mathieu Delmestre - Parti Socialiste

POUR UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE.

Instaurer la VIe République : une démocratie parlementaire, sociale et écologique :

Face à l'usure de nos institutions et au présidentialisme autoritaire de la Ve République, nous proposons de refonder en profondeur notre contrat politique en instaurant une VIe République démocratique, sociale et écologique. Il est temps de mettre fin à la monarchie présidentielle en redonnant au Parlement tout son rôle de contrôle et d'initiative. Le président de la République sera dépourvu de la plupart de ses prérogatives, notamment régaliennes, qui seront transférées au Premier ministre. Le gouvernement exercera pleinement son rôle de direction de l'action politique. Le cumul des mandats dans le temps sera encadré, avec l'impossibilité d'exercer le même mandat plus de trois fois. Pour réengager les citoyens, nous instaurerons le Droit d'Initiative Citoyenne (RIC), la reconnaissance pleine et entière du vote blanc dans les suffrages exprimés, et le droit de vote aux élections locales pour l'ensemble des résidents étrangers. Les élections législatives devront précéder l'élection à la présidence de la République et devront intégrer une part de proportionnelle.

Abaisser le droit de vote à 16 ans :

Si le mandat du Président de la République et des députés est de cinq ans, les choix que nous effectuerons lors des élections de 2027 engageront pourtant notre pays pour les décennies à venir. Nous défendons la reconnaissance du droit de vote à partir de 16 ans pour que celles et ceux qui auront à vivre le plus longtemps avec les conséquences de ces choix puissent prendre pleinement part au débat public. Ce nouveau droit nécessitera un engagement volontariste des institutions publiques et des structures d'éducation populaire afin qu'il soit pleinement et librement exercé.

Reprendre le contrôle des GAFAM et casser les monopoles numériques :

L'hégémonie de quelques multinationales et l'emprise d'oligarques sur les plateformes numériques menacent notre souveraineté et la vitalité de nos démocraties. Nous proposons d'utiliser pleinement la réglementation européenne pour casser ces monopoles et imposer l'entrée d'actionnaires publics et européens au capital des GAFAM opérant sur notre continent. En transformant ces infrastructures cruciales en services d'utilité publique sous contrôle citoyen, nous mettrons fin à la concentration du pouvoir économique et garantirons une gouvernance numérique au service du peuple. Nous souhaitons organiser la fin de la dépendance numérique des services publics français aux logiciels américains, en leur substituant des logiciels libres et européens.

Créer un label de fiabilité des contenus sur les réseaux sociaux :

La propagation sur les réseaux sociaux de fausses nouvelles et de contenus générés par l'intelligence artificielle font craindre le risque de campagnes de désinformation massives, notamment en période électorale. Nous proposons la création d'un label de fiabilité des contenus diffusés sur les réseaux sociaux, délivré par une autorité indépendante sur des thèmes sensibles (santé, immigration, etc.), afin d'aider les utilisateurs à identifier les contenus mensongers et à s'informer correctement.

Protéger la liberté éditoriale des journalistes :

La liberté de la presse est aujourd'hui menacée par la concentration de la propriété des médias entre les mains de quelques milliardaires, dont certains comme Vincent Bolloré sont engagés dans une démarche assumée d'influence politique. La défense de la presse libre et indépendante est indispensable à notre vie démocratique. Nous proposons d'interdire la concentration excessive de la propriété des médias et d'accroître le soutien public aux rédactions pour garantir leur indépendance économique vis-à-vis de leurs actionnaires.

Créer une Autorité citoyenne du numérique :

Le numérique ne peut plus rester livré à la seule loi du marché ni au contrôle exclusif des géants de la tech. Nous proposons de créer une Autorité citoyenne du numérique afin d'intégrer directement des représentants des usagers et de la société civile au cœur du processus de régulation des plateformes. Cette instance indépendante permettra aux citoyens de surveiller les algorithmes, de lutter contre les pratiques abusives et de faire prévaloir l'intérêt général sur la recherche du profit maximal. En redonnant du pouvoir aux usagers, nous faisons du numérique un espace réellement démocratique et au service du bien commun.

Défendre l'exception culturelle et faire contribuer les plateformes numériques :

Nous défendons les créateurs menacés par les dérives de l'intelligence artificielle. Les œuvres protégées par le droit d'auteur ne doivent pas pouvoir être utilisées pour entraîner des IA sans transparence, sans l'accord des artistes et sans rémunération. Nous voulons garantir aux créateurs un droit d'opposition et une juste rémunération lorsque leurs œuvres sont utilisées par ces technologies.

Renforcer la transparence des médias :

La confiance dans le débat public exige une clarté totale sur ceux qui financent et orientent la fabrication de l'information. Nous proposons de créer un Observatoire citoyen de l'information chargé de rendre parfaitement transparente l'origine des financements des médias. Cette structure indépendante mettra en lumière les conflits d'intérêts, traquera les influences financières et informera les citoyens en toute indépendance. Garantir la clarté financière du secteur médiatique, c'est armer les citoyens contre la désinformation et préserver la santé de notre démocratie.

Protéger nos données personnelles et réaffirmer la neutralité du Net :

Face au capitalisme de surveillance, la protection des libertés fondamentales en ligne doit être une priorité absolue. Nous proposons d'encadrer strictement la récolte, le traitement et la commercialisation des données personnelles afin de mettre fin à la marchandisation de nos vies privées. En parallèle, nous réaffirmons avec force le principe inconditionnel de la neutralité du Net, garantissant l'absence de toute discrimination ou priorité tarifaire entre les flux de données. Un Internet libre, égalitaire et universel est la condition préalable d'un accès juste au savoir pour toutes et tous.

Combattre la concentration des médias et garantir l'indépendance des rédactions :

La mainmise d'une poignée de milliardaires sur les principaux titres de presse et chaînes de télévision menace le pluralisme de l'information et la liberté d'expression. Nous proposons de faire voter une loi de régulation contre la concentration des médias, fixant de véritables seuils anti-monopole et protégeant juridiquement le secret des sources et l'indépendance des rédactions face à leurs actionnaires. Pour libérer la presse des diktats financiers, nous créerons un système de financement collaboratif des médias indépendants, garantissant une information libre, pluraliste et libérée des logiques de profit.

Une exemplarité des élus :

Nous proposons de systématiser l'inéligibilité en cas de condamnation définitive pour atteinte à la probité, notamment corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, favoritisme ou détournement de fonds publics, ainsi que pour violences sexistes et sexuelles comme harcèlement, discriminations et abandon de famille, notamment en cas de non-paiement d'une pension alimentaire.

UNE SOCIÉTÉ QUI RÉHABILITE ET ACCUEILLE.

Légaliser et encadrer la consommation de cannabis :

La répression du cannabis menée depuis plusieurs décennies a échoué : près d'un million de Français en consomment quotidiennement et les réseaux de trafiquants s'enracinent. La politique de santé publique doit changer son fusil d'épaule. Nous proposons la légalisation du cannabis sous monopole public afin d'en contrôler la composition, accompagnée d'un redoublement des efforts en matière de prévention et d'accompagnement des consommateurs vers le sevrage.

Transformer les maisons d'arrêt en centres de réinsertion sociale :

Les maisons d'arrêt sont particulièrement concernées par la surpopulation carcérale, avec un taux de densité moyen de près de 150%, et jusqu'à 200% pour certaines d'entre elles. Ces conditions de détention déplorables portent atteinte à la dignité des détenus, dégradent les conditions de travail des personnels et annihilent toute chance de réinsertion et de prévention de la récidive. Plutôt que le tout-répressif, nous proposons une refonte des peines encourues pour les petits délits afin de favoriser les alternatives à l'incarcération, qui permettent une meilleure lutte contre la récidive, ainsi qu'un renforcement de l'accompagnement à la réinsertion professionnelle et sociale en sortie de détention.

Généraliser les haltes soins addiction :

Les haltes soins addiction offrent un accès à l'accompagnement social et aux soins pour les consommateurs de drogue et d'alcool. Ils permettent également de réduire le risque de décès des consommateurs à travers une consommation supervisée, et de réduire l'usage de drogues et la présence de seringues dans l'espace public. Au vu des résultats positifs des premières expérimentations, nous proposons leur généralisation partout en France.

Accueillir dignement les exilés et les migrants :

La France doit renouer avec son héritage d'accueil, en alliant humanisme et justice. Elle doit mieux intégrer : valoriser et protéger toutes les cultures en favorisant le vivre ensemble. Nous ne pouvons nous résoudre à voir mourir des femmes, des hommes et des enfants en Méditerranée. Nous ne pouvons tolérer que l'AME soit menacée, les étudiants étrangers discriminés, les français binationaux stigmatisés. Nous défendons une réforme totale du droit des étrangers et de l'asile, la régularisation des travailleurs sans papiers, la création d'un organisme public indépendant chargé du sauvetage en mer et la réforme profonde des centres de rétentions administratives (CRA). Il n'est pas tolérable que des personnes soient enfermées des mois durant dans des lieux similaires à des prisons sans être passées devant un juge.

Abolir le Pacte Asile et Immigration et refuser la déportation des demandeurs d'asile :

L'Union européenne ne peut pas construire son avenir sur le renoncement aux droits humains et la marchandisation du droit d'asile. Nous proposons l'abolition du Pacte européen sur l'asile et l'immigration ainsi que le refus catégorique de créer des "hubs" d'externalisation ou des centres de détention dans des pays tiers pour y transférer les demandeurs d'asile. La France et l'Europe doivent honorer leurs engagements internationaux en matière d'accueil et de solidarité, plutôt que de céder aux logiques de tri, d'enfermement et de sous-traitance de leurs responsabilités morales à leurs frontières.

Régulariser tous les travailleurs et travailleuses sans-papiers :
Aujourd'hui, des milliers de personnes vivent et travaillent sur notre territoire, cotisent à la solidarité nationale et font tourner des secteurs essentiels de notre économie tout en étant privées de droits élémentaires. Nous proposons la régularisation de l'ensemble des travailleurs et travailleuses sans-papiers afin de mettre fin à la surexploitation patronale, au dumping social et à la précarité programmée. Octroyer des papiers à celles et ceux qui participent déjà à la vie de la Nation, c'est rétablir l'égalité des droits, sécuriser leurs parcours et consolider le modèle social pour l'ensemble des salariés.

Garantir un accueil digne par une répartition équilibrée sur tout le territoire :
Pour mettre fin aux campements insalubres et à l'indignité des situations de rue, nous proposons la création de places d'accueil décentes et pérennes réparties sur l'ensemble du territoire national. En accompagnant les collectivités locales et en mobilisant les moyens nécessaires, cette politique de répartition solidaire permettra un accompagnement social, sanitaire et juridique de qualité pour chaque personne arrivée sur notre sol. Garantir une prise en charge humaine et déconcentrée est la condition indispensable pour assurer la tranquillité publique et réussir la politique d'accueil républicaine.



Mathieu Delmestre - Parti Socialiste

POUR LE DROIT À LA FÊTE ET À LA CULTURE.

Créer une tarification unique du cinéma, réduite pour les jeunes :

L'accès à la culture ne doit pas être réservé à celles et ceux qui en ont les moyens. Comme la gauche a instauré un prix unique du livre en 1981, nous proposons la mise en place d'un prix unique de la séance de cinéma, réduit pour les jeunes de moins de vingt-six ans. Cela permettra de rendre le cinéma accessible à tous, et de garantir des marges suffisantes pour les salles et productions indépendantes.

Doter l'ensemble du territoire d'infrastructures sportives et culturelles :

Aller au cinéma, au musée, au stade ou à un concert est bien plus difficile lorsqu'on n'habite pas en centre-ville. Nous proposons un grand plan de rénovation des infrastructures sportives et culturelles existantes et de construction de nouveaux sites afin que chaque Français vive à moins d'une heure de transport d'entre elles.

Bâtir un service public de la culture dès la petite enfance et sur tout le territoire :

L'accès à la création, à la lecture et au patrimoine ne doit plus dépendre du code postal ou de l'origine sociale. Nous proposons de créer un véritable service public de la culture garantissant à chaque enfant, dès le plus jeune âge, un parcours culturel d'excellence. Qu'il s'agisse de l'apprentissage de la lecture, des visites régulières dans les lieux d'art ou de l'éducation à l'image face aux écrans, l'État s'engagera à déployer des moyens publics renforcés dans tous les territoires, ruraux comme urbains, soutenant ainsi l'action des communes.

Défendre l'exception culturelle et faire contribuer les plateformes numériques :

Face aux géants américains du streaming et du numérique qui cherchent à imposer leurs règles et leurs algorithmes, nous défendons avec fermeté le modèle français et européen du droit d'auteur et de l'exception culturelle. La création ne peut pas être traitée comme une simple marchandise. Nous défendons une régulation stricte des plateformes transnationales en renforçant leurs obligations de financement et de diffusion des œuvres locales et indépendantes. Elles devront également financer la création française et européenne dès lors qu'elles diffusent leurs productions en France et en Europe.

Consolider le statut de l'artiste et préserver le régime de l'intermittence :

Les artistes et techniciens du spectacle vivant et de l'audiovisuel font la richesse culturelle de notre pays, mais ils font face à une précarité croissante et à des attaques répétées contre leurs droits. Nous proposons de sécuriser et de consolider le statut de l'artiste ainsi que le régime de l'intermittence du spectacle, véritable bouclier social adapté aux réalités du travail artistique : en garantissant une protection sociale solide, des indemnités décentes durant les périodes d'inactivité et un cadre de négociation protecteur.

Renouveler l'Éducation Artistique et Culturelle en valorisant toutes les expressions artistiques :

L'éducation artistique et culturelle doit cesser de reproduire les hiérarchies culturelles traditionnelles qui excluent une partie de la jeunesse. Nous proposons de la refonder en intégrant pleinement et en valorisant les nouvelles formes d'expression artistique — des arts urbains et cultures numériques aux musiques actuelles et créations hybrides. En confiant ces projets aux artistes et en les déployant au plus près des jeunes dans les écoles et les structures de quartier, nous ferons de la pratique artistique un vecteur réel d'émancipation, où chaque forme de création trouve sa place et sa légitimité républicaine.

POUR UN MONDE EN PAIX.

Mettre fin au génocide à Gaza et à la colonisation en Cisjordanie :

Le gouvernement israélien d'extrême-droite ne cache plus sa volonté d'opérer un nettoyage ethnique à Gaza. En cohérence avec la position historique de notre famille politique sur la cause palestinienne, nous ne pouvons fermer les yeux sur cette entreprise macabre. Il est de notre devoir de peser de tout notre poids pour que la France et la communauté internationale prennent des actions concrètes (suspension des relations commerciales, embargos sur les produits israéliens). Jusqu'à la fin du génocide à Gaza et de la colonisation en Cisjordanie.

Une alliance des démocraties face aux autoritarismes :

Nous proposons de construire autour de l'Union européenne, des États aspirants à l'adhésion, le Canada, le Royaume-Unis, l'Australie, certains pays sud-américains, les démocraties africaines, et tout autre démocratie volontaire, une alliance des démocraties associant coopération économique, scientifique, technologique, diplomatique et stratégique. Elle permettra notamment de développer des projets communs, de sécuriser les chaînes d'approvisionnement stratégiques et de coordonner les réponses aux pressions économiques ou diplomatiques extérieures. Face à l'assaut des dictateurs et des dirigeants autoritaires sur nos démocraties, elle devra aussi participer à forger une nouvelle norme mondiale de la démocratie et la faire vivre dans le monde.

Pour la résilience démocratique face aux impérialismes :

Nos démocraties sont confrontées à de nouvelles formes d'ingérence : désinformation, cyberattaques, manipulations de l'information, financements occultes et tentatives de déstabilisation. Nous voulons renforcer les moyens de la France et de l'Union européenne pour protéger nos élections, nos médias, nos infrastructures et notre espace numérique, dans le respect des libertés publiques.

Une Union européenne démocratique et sociale :

Nous sommes ambitieux pour l'Union européenne. Nous refusons qu'elle soit réduite à un simple espace économique, dans lequel les intérêts privés disposent d'une influence disproportionnée pour imposer toujours davantage de dérégulation. Nous voulons au contraire construire une Europe sociale et souveraine, capable de protéger ses citoyens, de faire converger les droits sociaux par le haut et de défendre collectivement ses intérêts stratégiques. Cette souveraineté européenne s'exprimera par la création de géant européen à l'instar d'Airbus notamment dans le ferroviaire, le médical ou encore en microélectronique, par la mutualisation de la recherche et développement ou encore par une politique de défense commune.

Soutenir les forces de résistance en Ukraine :

Depuis 2022, le peuple ukrainien se bat pour sa liberté, sa souveraineté et le respect de ses frontières. Nous réaffirmons notre soutien plein et entier au peuple ukrainien. La France et l'Europe doivent poursuivre et renforcer leur soutien financier, militaire, économique et humanitaire, afin de permettre aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens de défendre leur pays et de décider eux-mêmes de leur avenir. Nous soutenons la perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et la mobilisation des avoirs russes gelés pour contribuer à la défense et à la reconstruction du pays.

Construire une Europe capable de se défendre :

Face au retour de la loi du plus fort, du rapport de force, et face à la multiplication des menaces, l'Europe doit pouvoir assurer elle-même sa sécurité. Nous défendons l'idée d'une véritable Europe de la défense, fondée sur la coopération entre États membres volontaires et d'une industrie européenne largement renforcée. Notre autonomie stratégique doit permettre à l'Europe de défendre ses intérêts et ses valeurs sans dépendre des impérialismes américain, russe ou chinois.

LES
Jeunes
socialistes

www.les-jeunes-socialistes.fr

@LesJeunesSoc